Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 56 (1968)

Heft: 84

Artikel: La culture nous aide-t-elle à vivre ? : notre culture aujourd'hui : [suite]

Autor: Louis, Roger

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-271982

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La paysanne française aujourd'hui

Les agricultrices et le syndicalisme

Poursuivant l'analyse du livre de Marie Allauzen « La paysanne française aujourd'hui », nous nous arrêterons à un chapitre qui, à lui seul — vu sa densité et son importance — nous fournit une ample documentation sur l'activité syndicaliste de la femme paysanne.

L'union de ces deux mots — agricultrices et syndicalisme — témoigne à lui seul d'un profond bouleversement des structures traditionnelles.

Pourtant, le syndicalisme agricole est né de la même loi de 1884 qui a créé le syndicalisme ouvrier et le syndicalisme patronal.

Mais les buts et les modes d'action de ces derniers n'ont de commun avec le syndicalisme agricole que leurs revendications face au gouvernement.

UN SYNDICALISME D'EXPLOITATIONS

La Fédération nationale des syndicats d'exploitations agricoles est l'organisation la plus importante du monde rural de France. Elle groupe 700 000 exploitations. Elle entend défendre les intérêts de ses membres au niveau de l'exploitation : si ses activités sont ouvertes à tous les membres de la famille rurale, elle n'octroie — lors des décisions — qu'une voix par famille. Et si le père est présent, ni la femme, ni les enfants majeurs ne peuvent former d'avis autre que consultatif.

Ce n'est que depuis 1957 qu'existe une commission féminine nationale composée de déléguées régionales, élues par les commissions féminines départementales. Ces commissions ont été constituées à la demande de femmes qui, après avoir travaillé en vulgarisation agricole sur le plan féminin souhaitaient participer davantage au syndicalisme. Cette commission féminine se réunit tous les trois à quatre mois, cherchant essentiellement à animer les sections départementales, à résoudre leurs problèmes et à élaborer le programme de l'année.

Sur le plan communal ou intercommunal, il n'y a pas de section féminine. Les femmes s'insèrent alors dans toutes les activités et se préoccupent des problèmes de l'heure : remembrements, adduction d'eau, créations de coopératives de machines agricoles, etc. Mais elles n'ont le droit de vote que si elles sont chefs d'exploitation (!). Toutefois, malgré un certain protectionisme, elles ne souhaitent pas constituer un syndicalisme féminin qui ne ferait qu'appauvrir les structures existantes.

LE CENTRE NATIONAL DES JEUNES AGRICULTEURS

Créé il y a dix ans seulement — et ceci afin d'engager le dialogue entre les générations — le Centre national des jeunes agriculteurs semble, lui, faire la place plus large aux femmes. En effet, il s'agit d'un syndicat de personnes et non d'exploitations. Les femmes en font partie à part entière. Extraites de l'« Economie rurale », ces quelques lignes confirment cette situation : « Seul dans le monde agricole, et peut-être dans la société française, le CNJA a abandonné la ségrégation et a traité la femme en égale. Le Conseil national compte 10 femmes sur 41 membres » (alors que la proportion féminine dans les organisations syndicales ouvrières est de deux femmes sur 13 membres au bureau de la CGT ; 0 sur 10 membres du bureau de la Fédération ouvrière et 1 sur 44 membres du bureau de la Confédération française démocratique du travail).

CONTRIBUTION EFFECTIVE

Pourtant certains principes ont peine à voir leur application pratique. Il faut bien constater, et cela particulièrement dans les milieux ruraux, que les femmes ne sont pas arrivées au même degré d'évolution que les hommes. Les contacts moins fréquents avec le monde extérieur et leur formation différente expliquent la crainte qu'elles ont à s'affirmer. Trop peu de temps pour lire, pour se former. Et rien jusqu'alors n'a été prévu pour la formation des agricultrices. Tout est neuf. Tout ce qui concerne la comptabilité, la gestion, c'est le syndicalisme qui l'apporte.

Lorsque débute pour elles leur activité de militante au sein du syndicalisme, elles s'intéressent d'abord à la place de la femme dans l'exploitation et dans les organisations professionnelles. Mais, très vite, vient le deuxième temps où elles veulent des informations pour pouvoir participer aux discussions générales : coopératives, commercialisation des produits agricoles, etc. Leur participation à l'action syndicale, c'est aussi ces enquêtes sociologiques dont on les charge. Une des dernières en date, sur le thème : « Qui sommes-nous ? Que faisons-nous ? Où allons-nous ? » a été menée à la demande des exploitantes elles-mêmes qui souhaitaient « jauger » la quantité et la qualité du travail fourni. A partir de cette enquête, chiffres en main ou arrivées à des conclusions très précises sur la situation des exploitants, il leur était possible de suggérer alors des modifications nécessaires au niveau des structures. Il semble donc, vu le succès des entreprises de la CNJA que ses mérites aient été d'intégrer réellement les femmes à son action et d'avoir compris qu'on ne peut raisonnablement espérer avoir d'influence solide et durable en s'adressant à une moitié seulement du monde qu'on cherche à faire évoluer.

LA GRÈVE DU LAIT

La grève du lait de 1964 a été une date importante dans l'histoire du syndicalisme féminin. Pour la première fois, les paysannes entreprenaient aux côtés de leurs époux une action sur le plan national. Ce fut l'occasion d'une prise de conscience de la véritable nature de l'engagement syndical. A tous les échelons, à la réunion qui déclencha l'action, aux piquets de grève ou à la rédaction des communiqués de presse, elles manifestèrent toutes une résolution et un courage surprenants.

Mais conscientes aussi de l'impopularité que pourrait susciter dans le public cette démonstration de force, les paysannes françaises lancèrent un appel aux mères de familles citadines, leur expliquant qu'elles payaient bon marché un produit qui demandait énormément de travail.

Cet appel fut qualifié de pathétique par la presse et la radio qui, enfin, étaient amenés à se pencher sur les problèmes du monde paysan.

Pour les femmes engagées dans la lutte, il s'agissait d'expliquer, en rétablissant la vérité des faits et des chiffres les raisons profondes du mouvement.

Si, sur le plan général, la grève du lait n'a pas apporté les résultats escomptés, elle a permis aux agricultrices de prendre conscience des moyens dont elles disposent pour défendre, aux côtés de leurs hommes, l'avenir de la paysannerie.

Yv. Bastardot

A l'aide des deux Suissesses au Vietnam

Mlle Jane Béguin (médecin) et A. Burnand (infirmière) sont depuis plusieurs semaines à Kontum et Dak To à 600 kilomètres au nord de Saïgon. Elles y soignent de très nombreux blessés, réfugiés et malades dispersés dans les montagnes.

Elles collaboraient jusque récemment avec les 12 membres de l'équipe de la Croix-Rouge suisse travaillant dans la région. Celle-ci a été repliée sur Saïgon. Nos deux Romandes sont restées seules sur le terrain avec une petite équipe de sœurs de St-Vincent-de-Paul. Elles sont accablées de besogne. Elles manquent d'argent pour acheter les produits pharmaceutiques indispensables dont elles commencent à être démunies (pénicilline, antibiotiques, etc.) Elles n'ont plus de réserve de nourriture pour elles et tous leur malades. Dans une lettre datée du 10 février, elles appellent au secours :

« Plus que jamais, nous devons faire notre maximum, mais pour cela nous avons besoin d'être soutenues dans notre pays. Nous formons le personnel qui travaille avec nous et aimerions leur laisser un stock suffisant de médicaments simples qu'ils sauront manier de façon correcte après notre départ. »

« Notre infirmerie est pleine. Je comptais hier soir 45 personnes dans un seul dortoir ; il faut commencer à installer des malades dehors. » « Je sais que je peux compter sur vous et vous en remercie. »

Nul ne peut rester indifférent en face du calme courage de celles qui sont en plein champ de travail vietnamien. Nous nous devons de les aider le plus largement possible.

Les Centres sociaux protestants de la Suisse romande unissent leurs efforts et se groupent pour réunir rapidement les fonds nécessaires, soit environ 50 000 francs.

Centre social protestant : **Genève,** CCP 12 - 761 ; **Lausanne,** CCP 10 - 252 ; **Neuchâtel,** CCP 20 - 7413 ; **La Chaux-de-Fonds,** CCP 23 - 2583 ; **Reconvilier,** CCP 24 - 3294 ; indiquer au talon du chèque : « Vietnam ».

Pasteur G. Paschoud (Lausanne)
A. Clerc (Neuchâtel)
R. Martin (Genève)
Dr A. Beuchat (Reconvilier)

La culture nous aide-t-elle à vivre ?

NOTRE CULTURE AUJOURD'HUI

(suite et fin)

Nous avons commencé cette expérience-là avec un sujet sur lequel il nous semblait que tout le monde a quelque chose à dire : c'était l'automobile, **le rôle de l'automobile dans la vie moderne,** ce que nous allons faire de l'automobile : va-t-elle nous dominer ou allons-nous être capables de la maîtriser de telle sorte que cette civilisation ne devienne pas une civilisation de l'automobile ?

Nous avons réuni soixante personnes qui étaient des étudiants, des cadres, des ouvriers, des commerçants. Nous avons mis en face de ce public des responsables à l'échelon de l'Etat, le responsable du district de Paris, le responsable du réseau routier, le représentant des fabricants d'automobiles et nous pensions : il va y avoir une série de revendications au départ, ça va être extraordinaire, ça va fuser de toutes parts, ils vont dire : « Pourquoi n'y a-t-il pas d'autoroutes en France ? Pourquoi paie-t-on la vignette ? Pourquoi l'essence est-elle si chère ? Pourquoi ceci, pourquoi cela ? Pourquoi y a-t-il des embouteillages... » et à partir de là, on essayera d'aboutir à des conclusions plus importantes, d'approfondir un peu nos attitudes et de voir ce qu'il convient de faire si nous ne voulons pas être étouffés par la voiture.

Eh bien, à la grande stupéfaction de tout le monde, des responsables en premier lieu, les gens n'avaient rien à dire, du tout. Absolument rien. Ils étaient contents. Ils étaient contents ! « Bon... oui... c'est pas mal... eh bien oui... » Et j'ai été amené à dire : « Mais enfin, ce n'est pas possible, vous manquez d'agressivité, vous êtes en direct, vous avez le droit d'émettre une opinion, on le dit assez que la télévision est au service du gouvernement, qu'on ne peut pas exprimer ce qu'on pense... allez-y pour une fois... et puis vous avez les responsables devant vous, vous avez tous ceux qui pourront vous répondre : ils ont accepté de venir, alors, allez-y... ». Et ça a donné : « Je voudrais savoir pourquoi au km 23 de l'autoroute de Lille à Valenciennes, il n'y a pas d'éclairage, c'est dangereux ». — « Certes... oui, d'accord, on mettra de l'éclairage... » Et puis ça a été : « Je voudrais savoir si les fabricants d'automobiles ne pourraient pas faire passer aux conducteurs des tests qui montrent qu'ils sont capables de conduire l'auto qu'ils leur ont vendue ». — « Oui, c'est une proposition intéressante..., mais, vraiment... vous n'êtes pas plus agressifs que ça ?... enfin quoi, il y a quand même un certain nombre de problèmes que vous vous posez, non ? Il faut essayer de voir les préoccupations des responsables, pour savoir comment on peut résoudre ces problèmes... » Et je me souviens, c'est resté gravé dans ma mémoire : l'un des représentants du public s'est levé, le visage volontaire, l'œil agressif (je me suis dit : ça y est, ça va partir...), il s'est levé et il a dit : « Je voudrais savoir... du représentant des usines Renault qui est là... je voudrais savoir pourquoi les automobiles qui sont exportées à l'étranger ont des tôles plus épaisses que celles qui sont vendues en France... » Et ça s'est arrêté là... Ça c'est arrêté là parce qu'effectivement ça ne pouvait pas aller plus loin.

C'était la consternation générale, de la part des téléspectateurs qui se sont dit : « Mais, c'est nous, ça... ? » Eh oui, « c'est nous ça » ! Cela situe le niveau de préoccupation, c'est « ça ».

Nous avons pensé que ça pouvait quand même aller plus loin et nous avons continué l'expérience.

Nous avons posé un autre problème et nous avons été tous atterrés, terrifiés. On s'est dit : ce n'est pas possible, si c'est vraiment l'image des préoccupations quotidiennes du Français moyen, ça veut dire qu'il faut tout arrêter. Il faut modifier toutes les émissions pour faire en sorte qu'ils sortent de là, parce que ça devient tragique, ça devient dangereux, il faut absolument faire quelque chose.

Nous avons fait une autre tentative. Une autre émission a été consacrée **aux problèmes des villes nouvelles**, qui est un problème effectivement capital, aussi. C'est la première fois que l'humanité a à construire d'un seul bloc des villes entières et que la façon dont on construira ces villes fera que ceux qui vivront dedans vivront de telle ou telle façon, penseront de telle ou telle façon, feront partie d'un univers concentrationnaire ou pas, qu'ils auront une richesse ou non. Ce sont des choix que nous devrons faire, car, dans les dix ans qui viennent, on sera de toute façon obligé de le faire. Ce sera fait par défaut, ou ce sera fait volontairement, suivant les réponses que notre génération sera capable d'apporter pour les générations futures, et qui conditionneront la suite.

Nous nous sommes dit : « Le public a été choisi un peu au hasard, il n'avait probablement pas grand-chose à dire, c'est peut-être de notre faute, alors cette fois-ci le public, on va le choisir à Sarcelles : là au moins il aura quelque chose à dire. On va poser le problème des grands ensembles : alors s'ils n'ont rien à dire, c'est vraiment à désespérer de tout. Je me suis même dit : il faut que j'aille voir les gens avant, que nous ayons une première réunion, peut-être qu'ils ont été intimidés par les caméras, peut-être qu'ils ont besoin de réfléchir avant, ou peut-être qu'au fond, il y a une préparation nécessaire ; et puis, de toutes façons, on ne peut pas se permettre de recommencer ça, la preuve a été faite d'une attitude qui a stupéfié tout le monde, maintenant, il faut aller plus loin.

Nous avons réuni les gens de Sarcelles — cinquante personnes choisies par un organisme de sondage, parmi l'échantillonnage représentatif de la population de Sarcelles — je suis allé les voir deux jours avant l'émission, et je leur ai dit : « Voilà, on pourrait peut-être discuter un peu. Qu'est-ce que vous pensez ? Qu'est-ce que vous avez à dire ? Vous êtes des cobayes, vous apportez un témoignage important, il faut que vous réfléchissiez. » Ils n'avaient rien à dire, rien. Ils étaient contents. C'était stupéfiant, mais c'était comme ça. C'était : « Oh ! vous savez, au fond on est bien content d'avoir ça, parce qu'il y en a d'autres qui sont plus mal logés que nous... Et puis au fond, ce sont les journalistes qui ont fait des histoires à propos de Sarcelles, ils ont été jusqu'à dire que nos femmes se prostituaient, vous vous rendez compte... Non, non, on est content... » Il a fallu trois heures de discussion acharnée pour arriver à faire en sorte que les gens disent : « Ben oui, au fond, c'est vrai ; au fond, ils auraient pu faire autrement, c'est vrai que l'architecture est mal faite, c'est vrai que... il n'y a pas de salle pour se réunir, c'est vrai que c'est uniforme, c'est monotone... c'est vrai que l'architecte n'a pas tellement pensé à nous... il n'a pensé à rien du tout... » Il a fallu trois heures pour arriver à faire dire ça ; et c'était émouvant au fond, ce public qui a fini par dire : « Ah ! mais **si vous nous demandez de rêver,** alors... », Et je leur ai dit : « Mais bien sûr, je vous demande de rêver, mais bien sûr, il est évident que c'est ça qu'il faut faire, il est évident que s'il n'y a pas de votre part des revendications, ou des contestations, ou des réclamations à adresser à l'architecte qui a construit la ville, nous n'aurez jamais la ville idéale. C'est bien évident et il faut que vous preniez conscience qu'on aurait pu faire autre chose, et que ce n'est pas satisfaisant, et que, et que... » La difficulté a été énorme pour commencer à imaginer autre chose que cette espèce d'environnement quotidien dans lequel on entre, on est écrasé au fond, mais dont on est content parce que « on n'est pas si mal » et puis « qu'est-ce que vous voulez que j'y fasse, moi » et puis « après tout, il y en a d'autres qui voudraient bien habiter ici ».

Je dis tout cela, simplement pour faire prendre conscience de **l'énorme effort** qu'il faut fournir **pour essayer de faire en sorte que le minimum de connaissances nécessaires,** ou le minimum d'intérêt nécessaire ou de curiosité nécessaire, **s'instaure dans la collectivité** dans laquelle nous vivons et sans lesquels toute discussion à propos d'une culture mise à la disposition de tous, n'est, je m'excuse du terme, que du « baratin ». Je crois vraiment qu'il faut faire un effort de mobilisation et penser les revendications en ayant un sentiment d'urgence extrême.

LES SOLUTIONS ?

Quelles solutions pouvons-nous envisager ?

Moi, personnellement, je n'en connais pas. Mais je crois qu'il est très important que vous soyez là à discuter de ce problème. Je crois que c'est peut-être **un mouvement comme le vôtre et des réflexions comme celles que vous avez eues** et que vous allez avoir **qui permettront d'apporter des solutions à ce problème-là.**

Ce qu'il y a de fascinant, c'est de voir que **nous disposons** pratiquement dans notre société **de tous les moyens** pour faire face à ce problème. Nous avons la télévision, la radio, la presse, il y a les livres, il y a le théâtre : des moyens qui existent effectivement ; mais il me semble que la seule chose à faire est de prendre d'assaut ces moyens pour en imposer une utilisation différente. C'est là, me semble-t-il, l'effort qu'un mouvement comme le vôtre devrait entreprendre, un effort de pénétration à l'intérieur même de ces moyens de diffusion, sans lesquels il paraît difficile de faire face aux problèmes de la culture.

Au fond, je suis assez pessimiste. Mais je crois que ce pessimisme-là est positif, dans la mesure où on dit et où on essaie de faire prendre conscience aux gens qu'il est grand temps, qu'il est presque déjà trop tard.

Roger Louis.

Pendant ce temps des milliers d'enfants meurent de faim

En 1965, les propriétaires de chiens américains ont dépensé en tout 500 millions de dollars pour les 26 millions de représentants de la race canine que compte le pays ; parmi les articles achetés, citons des parfums, des colliers, des lunettes spéciales pour la voiture, et des bikinis de fourrure !

Le catalogue des prix d'une boutique de luxe pour chiens de la Cinquième Avenue, à New York, nous apprend qu'un manteau de vison coûte 225 dollars pour un caniche et 500 dollars pour un danois. Une imitation vison coûte 25 dollars. On trouve enfin des vêtements de soirée assortis de bijoux, et des pyjamas à revêtir après la réception ! Remarquons pourtant que rien n'est prévu dans les vêtements de mariage.

Ecole pédagogique privée FLORIANA

LAUSANNE - Pontaise 15 - Tél. 24 14 27 Direction : E. PIOTET

● **FORMATION** de gouvernantes d'enfants, de jardinières d'enfants et d'institutrices privées

● **PRÉPARATION** au diplôme intercantonal de français

La directrice reçoit tous les jours de 11 à 12 heures (sauf le samedi) ou sur rendez-vous